



attac

Le Courriel d'information

n° 325 – Mardi 23 avril 2002.

LES GRAINS DE LA COLERE

Dans ce numéro

1. La dynamite, l'AGCS, toi et moi.

Les gardes de sécurité dans le Maine, les vendeurs d'enregistrements musicaux à Toronto, les distributeurs de bouteilles de gaz à Ascunson et les instituts de sondages aux Philippines ont découvert qu'ils avaient quelque chose en commun. L'Union Européenne estime qu'ils ont eu trop longtemps la belle vie. Depuis que 140 Etats ont lancé un nouveau cycle de négociations sur le commerce mondial à Doha en novembre dernier, les fonctionnaires dans les coulisses de l'Union Européenne se sont affairés à passer au peigne fin les économies de leurs partenaires commerciaux.

2. Le marionnettiste montre sa main

L'attitude insouciant (et insondable) du FMI envers l'Argentine semble apparemment continuer. Ils savent que serrer plus la ceinture et imposer plus d'austérité et de sacrifices de la part de la population entraînera à coup sûr le gouvernement Duhalde vers le précipice. Quel est donc l'objectif du FMI ? Sont-ils obstinés ou protègent-ils tout simplement les intérêts de leurs actionnaires ? Comme toujours avec le Fonds, il est impossible de dire là où s'arrête l'économie et là où démarre la politique

3. La semaine économique vue des Etats Unis

Les exports les plus précieux du Brésil repose sur l'esclavage et la terre brûlée. - Lorsqu'un groupe d'achat pour hôpitaux a des intérêts dans les médicaments qu'il achète - L'impôt forfaitaire en Russie - Politique commerciale - Commerce et Aide Internationale

4. Inde : Les grains de la colère

Le schéma est partout étrangement similaire. Des agriculteurs désespérés, des récoltes détruites, un marché en expansion constante promettant la richesse à ceux qui pourront fournir, enfin, une technologie miraculeuse qui permet de guérir tous les maux. Il y a moins d'un demi-siècle, la " révolution verte " était la panacée. Maintenant, c'est la " révolution génétique ". Mais qu'elle soit verte ou génétique, la révolution est toujours signée par les mêmes sociétés chimiques telles que Monsanto et Novartis.

5. Mobilisation européenne contre la précarité globale

La mobilisation contre l'Europe du capital et de la guerre qui a eu lieu à Barcelone le 16 mars et la manifestation de Rome le 26 mars, malgré leur évidente diversité, soulèvent une série de questions communes concernant le parcours, la visibilité et les contenus de l'initiative du « mouvement des mouvements ».

6. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

La dynamite, l'AGCS, toi et moi.

Le dernier numéro daté de vendredi a publié un article (« Il faut se servir de la dynamite pour pulvériser l'AGCS ») sur les demandes de l'Union européenne concernant la libéralisation des services dans le cadre de l'AGCS (Accord Général du Commerce des Services). Les informations qui ont été dévoilées par un réseau d'organisations européennes, permettent d'en savoir un peu plus sur les intentions des 15 pays de l'Union. Voir <http://attac.org/fra/orga/doc/ue4.htm> Voici un article qui permet de mieux resituer l'importance des informations rendues publiques contre le gré de la Commission européenne.

Ordre du jour: bananes contre services bancaires

Par Charlotte Denny et Larry Elliott. The Guardian.

Traduction : Anne Chailieu. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles. (*)

Bruxelles a dressé une liste d'exigences quant aux négociations sur le commerce mondial, comme prix de son abandon de la politique agricole commune.

Les gardes de sécurité dans le Maine, les vendeurs d'enregistrements musicaux à Toronto,



attac

les distributeurs de bouteilles de gaz à Ascension et les instituts de sondages aux Philippines ont découvert qu'ils avaient quelque chose en commun. L'Union Européenne estime qu'ils ont eu trop longtemps la belle vie. Depuis que 140 Etats ont lancé un nouveau cycle de négociations sur le commerce mondial à Doha en novembre dernier, les fonctionnaires dans les coulisses de l'Union Européenne se sont affairés à passer au peigne fin les économies de leurs partenaires commerciaux. Leur degré de zèle a été révélé hier, lorsqu'une fuite a communiqué au Guardian l'étendue des concessions que l'Union Européenne exige de certains de ses partenaires commerciaux.

Décrivant avec un détail à donner la migraine le prix que Bruxelles demande pour le démantèlement de son confortable système de subventions agricoles, ces documents exigent pour les compagnies européennes le libre accès à des zones du commerce international jusqu'à présent jalousement préservées.

Aucune piste n'a été négligée dans la recherche de nouveaux marchés - la liste cite même des secteurs pourtant lourdement protégés en Europe -. Le Chili a-t-il le droit d'interdire aux étrangers la possession de terres à moins de 50 miles de ses frontières ? Non, si Bruxelles obtient gain de cause. De même rien ne justifierait qu'Optus, première compagnie de télécommunications australienne, soit dirigée par un natif de Brisbane ou de Sydney, plutôt que de Barcelone ou Stockholm.

Le document, qui compte 1000 pages, n'est pas pour les coeurs sensibles. Ce n'est que le premier volume du Livre du Commerce du Sommet européen du Dôme, un compte délicieusement détaillé de ces marchés dans 28 pays riches et émergents qui font preuve de discrimination à l'égard des firmes européennes.

Ce que l'UE exige des pays les plus pauvres est déjà sur le point d'être présenté aux Etats membres. Et c'est ce qui inquiète les groupes de pression pour le développement, qui voient dans l'ouverture du commerce mondial des services l'arbre qui cache la forêt d'une privatisation générale des secteurs de l'éducation et de la santé dans le monde entier. « La portée de ces documents est vraiment terrifiante », dit Dave Timms, du World Development Movement (Mouvement Mondial pour le Développement). Bien que l'UE ne puisse forcer aucun pays à accepter ses exigences, les autres Etats membres de l'OMC, et particulièrement les plus pauvres, ont un besoin désespéré d'obtenir un

accès aux riches consommateurs d'Europe, ce qui met Bruxelles dans une position très forte pour négocier.

Les exigences minutieusement détaillées révèlent la démarche de l'UE dans ce qui se profile comme un cycle de négociations long et difficile, dans lequel Bruxelles est soumis à une énorme pression pour démanteler le coûteux système de protection des agriculteurs de sa politique agricole commune. En dépit d'une opposition tranchée de la France, les 140 membres de l'OMC réunis à Doha ont donné pour objectif au prochain cycle de négociations l'élimination des subventions agricoles.

Pascal Lamy, commissaire européen au commerce, en est bien conscient. Mais en tant qu'ancien conseiller de Jacques Delors, il est assez fin politicien pour savoir qu'il n'a aucune chance de vendre un accord auprès des capitales européennes sans obtenir en contrepartie des concessions dans d'autres domaines - en particulier le secteur des services dans lequel l'Europe possède un avantage comparatif.

En haut de la liste de l'UE figure l'accès aux services financiers des autres pays - le secteur à plus forte croissance du commerce mondial -, mais également un secteur encore fortement protégé.

Comme l'a déclaré hier Kevin Watkins, d'Oxfam : « C'est une stratégie de négociation bananes contre finance ».

Et si les exigences de l'Union Européenne semblent très larges, elles restent vraisemblablement modérées en comparaison des demandes de Washington.

« Les exigences américaines seront comme celles de l'UE, mais avec des boutons dessus », dit M. Watkins.

Cela signifie-t-il que les vendeurs de bombonnes de gaz au Paraguay ne pourront plus dormir tranquilles ? Pas encore, et peut-être jamais. Négocier des accords commerciaux est une des tâches les plus complexes et ésotériques connues de l'homme.

Tous les gouvernements ont leur réserve de négociateurs, préparés à passer des mois et des mois à disputer un point de détail apparemment insignifiant, mais il n'y a rien de tel qu'un négociateur commercial. Les listes d'exigences et de contre-exigences qui seront échangées par dessus la table au siège de l'OMC à Genève



attac

devraient occuper les négociateurs le plus clair de leur temps.

Et non pas leur temps le plus clair. La condition fragile de l'économie mondiale a rendu les Etats extrêmement réticents à faire des concessions qui pourraient porter dommage à leurs propres compagnies.

Les tentatives pour faire avancer le cycle de négociations commerciales de Doha seront aussi entravées par le départ de Mike Moore, directeur-général de l'OMC, qui quitte son poste cet été au profit de Supachai Panichpakda, ancien ministre du commerce de la Thaïlande.

Plus significativement, la décision des USA d'imposer des droits de douane sur l'acier importé a plombé le climat de négociation.

Deux choses sont certaines. A la fin du cycle de Doha, la liste des exigences de l'UE aura été considérablement revue à la baisse. Et cela pourrait prendre bien des années encore.

Positions de négociation: les souhaits de l'Union Européenne Le document de travail dévoilé établit une véritable liste de commissions, exigeant de certains pays l'ouverture de leur marché des services.

Quelques extraits choisis:

Malaisie

* Retrait de la loi qui rend obligatoire l'accord du gouvernement pour l'achat de terres « si le but de l'acquisition est spéculatif et contraire aux intérêts de l'Etat ».

* Seuls les résidents peuvent se faire agréer comptables en Malaisie. L'UE exige le retrait de cette restriction.

* Le secteur des télécommunications n'est accessible qu'en prenant des participations dans les opérateurs de télécommunications publics. L'UE estime que d'autres firmes, étrangères, devraient être autorisées à accéder à ce marché.

* Ouverture du marché du « traitement et dépollution des sols et eaux contaminés et pollués ».

* Traitement identique pour les courtiers d'assurance étrangers et nationaux.

Inde

* La participation étrangère dans les opérateurs de téléphonie mobile est limitée à 25%. L'UE veut que cette limite soit levée.

* Ouverture à la concurrence étrangère des marchés du traitement des ordures, du nettoyage des sols et de distribution de l'eau.

* Abandon des critères restrictifs sur les candidats aux licences bancaires.

* Libéralisation complète des agences de presse.

* Ouverture aux compagnies étrangères du secteur de la maintenance et de la réparation aéronautique.

Etats-Unis

* Il existe des restrictions à l'achat par des étrangers de terres en Caroline du Sud, Oklahoma, Floride, Wyoming et Mississipi. L'UE exige leur suppression.

* Ouverture des services postaux nationaux à la concurrence étrangère.

* Les comptables en Caroline du Nord doivent être de nationalité américaine. Ce ne sera plus le cas si l'UE obtient gain de cause.

* Libéralisation du marché de l'isolation phonique.

* Les agents immobiliers à New-York doivent être citoyens américains. L'Union Européenne veut que des étrangers puissent eux aussi toucher une commission sur les prix de vente des propriétés à Manhattan.

Japon

* Traitement identique pour les compagnies japonaises et étrangères dans le secteur de la « manutention de colis adressés et emballages ».

* Libéralisation des marchés de distribution du riz, du sel, des alcools, du tabac et des 'produits frais vendus sur les marchés de gros publics.

* Abolition du monopole de la Compagnie de Réassurance des Tremblements de terre sur la réassurance des dégâts sismiques, permettant aux compagnies de prendre les mesures de leur choix.

* Plein accès aux ports japonais.

* Ouverture du marché du commerce de produits énergétiques- y compris des « services connexes à la distribution d'énergie ».

Afrique du Sud

* L'Union Européenne veut remettre en cause l'exigence de fourniture d'un certificat de bonne conduite établi par la police pour obtenir un visa de travail.

* Les architectes doivent être agréés localement pour concevoir des bâtiments de plus de 500 m2. L'Union Européenne veut le retrait de cette restriction.

* L'Afrique du Sud doit s'engager à ouvrir les marchés de l'assainissement, du traitement des



attac

eaux et de la « protection de la nature et des paysages ».

* Retrait des limites aux emprunts effectués par des compagnies détenues à plus de 25% par des non Sud-Africains.

* Les banques étrangères devraient être autorisées à utiliser le capital d'autres sociétés du même groupe pour remplir les exigences en termes de réserves.

Le marionnettiste montre sa main

Par Nicola Bullard. Vice-directrice de 'Focus on the Global South'

Traduction : Gilles Rico et Jean-Pierre Renard. coordintrad@attac.org traducteurs bénévoles. (*)

On pouvait presque entendre la clameur lorsque le Ministère de l'Economie Américain envoya sur les roses le FMI la semaine dernière.

Le 1er avril, la vice-directrice du FMI Ann Krueger confia à l'Institut d'Economie Internationale de Washington qu'elle était en faveur de la création d'une « entité internationale unique et impartiale » pour arbitrer et superviser la restructuration de la dette des gouvernements en banqueroute.

Le lendemain, John Taylor, le sous-secrétaire international du Ministère de l'Economie Américain montra son désaccord : « La forme la plus pratique et la plus largement acceptable, a-t-il dit, consisterait à inciter les états emprunteurs et les créditeurs à ajouter un ensemble de nouvelles clauses dans les contrats de dettes ». En d'autres mots, les Etats-Unis veulent aller aussi loin que des clauses concernant des obligations collectives mais pas au-delà. Ceci constitue un revers public pour Krueger qui depuis plusieurs mois à colporter ses idées au sein des gouvernements, avocats et investisseurs. Peut-être a-t-elle omis d'en parler à Paul O'Neill ou peut-être est-ce une exposition savamment orchestrée des termes déjà limités du débat. Peu importe la stratégie employée, une réforme suivant les lignes proposées par Krueger nécessiterait une modification de la constitution du FMI, qui en retour demande une majorité de 85 pour cent. Et comme par hasard, les USA détiennent 17 pour cent des votes.

Grossièrement, la proposition de Krueger vise à établir un ensemble de règles internationales d'obligation portant sur la restructuration de la dette, susceptible d'outrepasser les cours nationales. Ces règles pourraient autoriser l'instauration d'une « entité internationale unique et impartiale » pouvant « superviser les

disputer et les votes » dans les négociations concernant la banqueroute d'un état et la restructuration de la dette. Les responsables du FMI suggèrent que cette 'entité' soit modelée sur le modèle des comités de discussion de la WTO. Une telle approche pourrait donner au FMI un statut presque légal pour superviser l'établissement et la mise en vigueur des règles internationales d'obligation. Étant donné l'équilibre actuel des pouvoirs au sein du FMI, la structure résultante risque d'être distordue en faveur des créditeurs et ainsi mettre sérieusement en péril la souveraineté nationale. Plus encore, la simple suggestion de prendre pour modèle la WTO où les procédures et les régulations sont dictées par les pouvoirs dominants devrait suffire à tirer la sonnette d'alarme.

La proposition du FMI n'est pas progressiste et laisse présager une concentration du pouvoir encore plus importante au sein du Fond. Bien que l'Union Européenne soutienne cette proposition, les Etats-Unis sont décidés à utiliser leur poids pour passer sous silence l'initiative simplement parce qu'ils préfèrent une attitude de 'laisser-faire' et ne veulent pas que le FMI puisse avoir une vie autonome. En fait, de fortes réactions ont certainement dû parcourir le Ministère de l'Economie Américain car d'habitude il s'avère plus discret lorsqu'il émet des directives pour le Fond. Néanmoins, cela nous rappelle combien il est utile de voir de temps à autre la main du marionnettiste.

COINCÉS ENTRE LE MARTEAU ET L'ENCLUME

De profondes dissensions entre la Banque Mondiale, l'UE et les USA remontent aussi à la surface au sujet du débat opposant « prêts et bourses ». La fracture apparut pour la première fois lors de la rencontre du G7 l'année dernière à Gênes lorsque Bush arriva en ville en fanfare en annonçant que les Etats-Unis voulaient voir la Banque mondiale utiliser jusqu'à 50 % de ses fonds annuels de 6 milliards de dollars pour des subventions aux pays les plus pauvres (le pourcentage étant actuellement de 1%).

Le président de la Banque Mondiale James Wolfensohn et l'UE rejette cette idée en prétextant qu'à moins que les Etats-Unis ne s'engage à augmenter substantiellement leur contribution, un tel plan conduirait la Banque à la banqueroute. L'UE a aussi mis en avant un argument quelque peu Calviniste en disant que payer des intérêts « instaure une discipline » entre les emprunteurs et les prêteurs. Ce qui n'est ni mentionné par l'UE ni par la Banque



attac

(pour des raisons évidentes de bon goût) est leur crainte qu'une réduction des prêts tendrait à réduire leur pouvoir de dicter les politiques économiques des pays pauvres et à faibles revenus. D'autres – comme Jubilee South - pensent au contraire que la proposition Américaine pourrait simplement donner à la Banque une emprise plus importante pour imposer ses conditions : les pays pauvres se feraient mener par le bout du nez pour obtenir sans frais de l'argent. À première vue, cela semble peu convaincant car les pays emprunteurs se font déjà mener par le bout du nez et payent des intérêts sans raisons. Néanmoins si les idées de Lerrick et Meltzer étaient mises en vigueur (voir ci-dessous), elles seraient peut-être reconnues comme valables.

Wolfensohn n'aime pas cette idée car il craint qu'un accroissement du portefeuille des subventions n'entraîne la banqueroute de la Banque et donc une réduction de son emprise. Mais il est pris au piège à cause de son besoin d'un appui politique de la part du Ministère de l'Economie Américain (par ailleurs on peut se demander qui va pouvoir accéder à cette confortable somme d'argent que Bush a promise à Monterrey)

En dépit d'une audience réticente à Gênes, les USA insistent encore sur cette proposition. Quand le Ministre de l'économie Paul O'Neill fit cette proposition à l'IIE en février cette année, il déclara que la Banque Mondiale avait « conduit les pays pauvres dans un fossé » en prêtant de l'argent au lieu d'octroyer des subventions (New York Times 21 Février)

Jusqu'ici malgré tout, la proposition Américaine, telle qu'elle a été définie par Bush et O'Neill semble traiter cette question plus rhétoriquement qu'en détail. Néanmoins l'indice qui semble révéler ce que le ministère américain a en tête, transparaît dans un récent article d'Adam Lerrick et Alan Meltzer (du rapport Meltzer) intitulé : 'Grants a better way to deliver aid' (Subventions : a meilleur moyen d'aide)[1]. Basé sur les notes d'un briefing (et non sur l'article en lui-même), leur proposition ressemble à une machination rusée pour la privatisation des services publics avec l'aide de subventions. Le fond du problème est que les services sociaux éligibles pour ces subventions, comme l'éducation ou la santé, vont être forcés de se soumettre à des offres compétitives de la part de fournisseurs locaux et étrangers, publics et privés. Une telle approche allant parfaitement de pair avec les négociations de la WTO GATS élèverait les conditions requises pour les aides à

des niveaux sans précédents. Peut-être s'agit-il de ce que la WTO et la Banque Mondiale appellent « la cohérence politique ».

La proposition de base de l'administration US (alors que nous attendons pour ses détails) a néanmoins du mérite : les pays pauvres seraient plus à l'aise financièrement avec un accès facilité à un argent gratuit et sans conditions, afin qu'ils puissent garantir santé, éducation, logement, eau et d'autres droits économiques et sociaux fondamentaux. Ce n'est certainement pas de l'altruisme. Il se pourrait que cela soit un désir d'affaiblir la Banque (les Républicains après tout, sont beaucoup moins attachés à la Banque et au FMI, ne sachant pas vraiment juger quels profits ils tirent de leurs investissements). Il se pourrait d'un autre côté que cela fasse partie d'un plan plus compliqué visant à établir un lien entre les « subventions » et les privatisations de services publics comme la santé et l'éducation. En d'autres mots, il s'agit d'un autre moyen de faire passer l'argent public dans des mains privées au nom de l'efficacité exigée pour l'aide.

Jusqu'à ce que nous sachions quelle est la position des USA, il est impossible de prendre parti dans ce débat. Paul O'Neill, en revanche, a raison sur un point : les pays pauvres ont été conduits dans un fossé à cause de ces prêts. Nous devrions par conséquent soutenir la proposition essentielle visant à donner aux pays pauvres et à faibles revenus un accès « sans coûts et sans conditions » aux subventions de la Banque, particulièrement pour la provision gratuite et universelle de services sociaux comme la santé, l'éducation, le logement et l'eau.

LE FMI attaqués à cause de sa clémence

Finalement, des félicitations sont dues au département des relations publiques du FMI. Sans à-coups, ils ont montré leur capacité inégalée pour renvoyer toute responsabilité dans la crise Argentine et ainsi réécrire l'histoire.

Au cours plus récentes vagues de révisionnisme en matière de relations publiques, les officiels du FMI furent apparemment attaqués (pauvres créatures) par des critiques à cause de leur trop grande clémence en Argentine. Ne voulant pas passer pour un tendre, le FMI a fait vœu lors de la dernière série de négociations de durcir ses positions, insistant pour que l'Argentine réduise encore ses budgets, modifie ses lois de banqueroute (qui apparemment rendent « difficile pour les créanciers de recouvrer les mauvaises dettes »), de revoir leur



attac

arrangements des différentes provinces concernant la participation aux taxes et d'émettre des « pseudo-devises ».

La pression pour réduire les dépenses publiques est particulièrement obstinée et pas seulement politique. Une étude récente du Centre de Recherche Economique et Politique basé à Washington montre que de 1993 à 2000, les dépenses de l'Argentine pour les salaires, les programmes et les opérations du gouvernement étaient stables, en revanche, les versements d'intérêts ont triplé à cause de la combinaison fatale entre des taux d'intérêts très élevés et l'alignement de la monnaie sur un dollar toujours en hausse. Ainsi que l'auteur conclut : « l'histoire communément acceptée suivant laquelle le gouvernement n'aurait su pratiquer cette douloureuse médecine qu'est l'austérité, ou bien se saurait perdu au fond du gouffre, ne repose pas sur les données »[2].

Le rapport du FMI en Argentine est désastreux : leur politique de conseil soutenu par les conditions de prêt, a créé et perpétué la ruineuse combinaison d'un taux de change fixe et d'une privatisation des capitaux. Alors, lorsque le manquement à leurs engagements fut la seule option, ils transmirent la tâche de restructuration à leur Homme à Buenos Aires, Domingo Cavallo, qui échoua misérablement puisqu'il est maintenant derrière les barreaux pour sa supposée participation à des contrats illégaux d'armements. (Bien qu'il fût sévèrement rejeté par son propre peuple, Cavallo doit être réconforté de savoir qu'il est encore un membre bienvenu du club officieux des financiers internationaux, le groupe des 30, comptant parmi eux Paul Volcker, Larry Summers et Stanley Fisher).

L'attitude insouciant (et insondable) du FMI envers l'Argentine semble apparemment continuer. Ils savent que serrer plus la ceinture et imposer plus d'austérité et de sacrifices de la part de la population entraînera à coup sûr le gouvernement Duhalde vers le précipice. Quel est donc l'objectif du FMI ? Sont-ils obstinés ou protègent-ils tout simplement les intérêts de leurs actionnaires ? Comme toujours avec le Fonds, il est impossible de dire là où s'arrête l'économie et là où démarre la politique

[1] Quaterly International Economics Report, Carnegie Mellon Gaillot Center for Public Policy, January 2002

[2] 'What Happened to Argentina ?' Mark Weisbrot and Dean Baker, CEPR, January 2002, www.cepr.net

Contact pour cet article. Focus on Global South. Programme autonome de recherche et d'action de l'Institut de Recherche Social de l'université de Chulalongkorn (CUSRI), situé à Bangkok. admin@focusweb.org - <http://focusweb.org>

La semaine économique vue des Etats-Unis

Par Dean Baker, co-directeur du 'Center for Economic and Policy Research'

Traduction : Sophie Coutand-Marin. coeditrad@attac.org traducteurs bénévoles. (*)

A- Les exports les plus précieux du Brésil repose sur l'esclavage et la terre brûlée. Larry Rohter, New York Times, 25 mars, 2002

Cet article rend compte de l'usage répandu de l'esclavage en Amazonie pour le soin du bétail et la coupe du bois. D'après cet article, le nombre de personnes retenues contre leur volonté atteint la centaine de milliers.

B- Lorsqu'un groupe d'achat pour hôpitaux a des intérêts dans les médicaments qu'il achète. Mary Williams Walsh avec l'assistance de Walt Bogdanich et Barry Meier New York Times, 26 mars, 2002,

Cet article présente quelques résultats d'une enquête sur les pratiques des principaux groupes d'achat pour les hôpitaux. L'article relate que Premier Inc., un des plus gros groupes d'achat pour les hôpitaux, a favorisé l'achat de médicaments dans lesquels il avait un intérêt financier, et ce malgré leur qualité inférieure par rapport à d'autres médicaments.

C- L'impôt forfaitaire en Russie

La Russie impose un impôt forfaitaire sur le revenu, et ses coffres se remplissent Sabrina Tavernise, New York Times, 23 mars 2002

Cet article rend compte d'un regain de perception d'impôt en Russie, que l'article attribue à la décision de la Russie d'adopter un impôt forfaitaire. D'après l'article, « les rentrées de l'impôt sur le revenu ont fait un bond de 47% en 2002, » l'année où l'impôt forfaitaire a été introduit. Il est intéressant de noter que le diagramme inclu dans l'article montre que le revenu a augmenté en moyenne de 140% durant les deux années précédant l'introduction de cet impôt, d'approximativement 250 milliards de roubles en 1998 à 1 billion en 2000. Cela suggère que le revenu aurait augmenté pour des



attac

raisons autres que l'introduction de cet impôt, et que la croissance du revenu aurait en fait ralenti après son introduction.

D- Politique commerciale

Un coup de poker des U.S sur le libre échange commercial Paul Blustein, Washington Post, 29 mars 2002

Cet article discute des implications de la décision du Président Bush d'imposer des tarifs douaniers sur l'acier. Ce n'est peut-être qu'un début et le président est susceptible de perdre l'appui dont il a besoin pour motiver d'autres pays à ouvrir leurs marchés.

Les Etats-Unis appliquent plusieurs sortes de protectionnisme ayant un impact encore plus important que les tarifs sur l'acier. Par exemple, Les US ont réduit le nombre de médecins étrangers afin de maintenir de hauts salaires pour les médecins locaux. L'un des points principaux de la politique commerciale des US a été d'étendre la protection sur le copyright et les patentes, deux formes de protectionnisme qui habituellement font monter les prix des produits de plusieurs centaines de pour cent. Par comparaison, le tarif douanier maximal pour l'acier est de 30%. Il est intéressant de noter que cet article prétend que la politique commerciale des US est motivée par la morale et non pas mû par des intérêts économiques.

E- Commerce et Aide Internationale

La formule de l'aide adéquate cette fois-ci ? Paul Blustein, Washington Post, 24 mars 2000

Bush à Monterrey, parle de l'aide globale sous conditions. Elizabeth Bumiller, New York Times, 23 mars 2002

Plus d'aide, Plus de besoins: Les promesses sont encore trop minces. Tim Weiner, New York Times, 24 mars 2002

Bush fait l'éloge du Pérou qui soutien le libre échange commercial. Juan Forero, New York Times, 24 mars, 20002

L'Amérique Centrale attend encore de récolter les bénéfices de la paix David Gonzalez, New York Times, 24 mars 2002

Ces articles examinent l'aide aux pays en voie de développement et la politique économique étasunienne dans le contexte de la visite du président Bush au sommet sur le développement

à Monterrey au Mexique, auquel assistaient également d'autres pays d'Amérique Latine. L'article de Bumiller se réfère à l'engagement du président Bush d'augmenter l'aide internationale de 50% d'ici à 2006. L'augmentation ajustée par rapport à l'inflation ne s'élève qu'à environ 36%. L'aide au pays en voie de développement est généralement évaluée par rapport au PIB. L'article de Weiner fait remarquer que selon la proposition de Bush, la part du PIB américain consacrée à l'aide aux pays en voie de développement, d'approximativement 0,1% en 2002 augmenterait à 0,12% en 2006.

Les articles de Gonzalez et Forero font tous deux références aux efforts des Etats-Unis pour promouvoir « le libre échange ». L'article de Forero mentionne « les principes de libre échange chéris par les Etats-Unis. » Ceux-ci ont appuyé les politiques commerciales bénéficiant des secteurs politiquement forts. Cela peut se traduire par la suppression des barrières douanières, ou par l'augmentation de ces dernières, comme cela a été le cas avec l'extension de la protection des copyrights et des patentes des pays en voie de développement. Il est faut de dire que la politique des Etats-Unis est caractérisée par le « libre échange », ou de décrire sa politique économique comme étant motivée par des principes plus que par des considérations politiques.

Les articles de Weiner et Sullivan déclarent notamment que l'expansion des échanges produira de larges bénéfices pour les pays d'Amérique Centrale. Le propos est trompeur. Par exemple, l'article de Weiner compare les estimations des pertes de ventes dues aux barrières douanières avec les revenus de l'aide internationale. Ces deux chiffres ont des significations très différentes. La perte de vente est comparable à la perte de salaire d'un employé qui se voit refusé un travail. Si cet employé trouve un travail comparable au premier, alors la perte nette peut-être minimale. Le gain apporté par une croissance de l'export est simplement le gain additionné en excès de ce que les ressources (terre, force de travail et capital) on en fait reçu. Par contre, si l'aide internationale est sans restriction (ce qui est rarement le cas), il y a un bénéfice net pour les pays en voie de développement, comparable à un cadeau d'un membre de la famille.

Il n'est pas évident que les pays en voie de développement bénéficieront toujours de la libéralisation des échanges commerciaux des pays industrialisés. De nombreuses restrictions dans les pays industrialisés prennent la forme de



attac

quotas. Ces quotas restreignent le volume d'export des pays en voie de développement vers les pays industrialisés, mais leur donne la possibilité de vendre leurs exports à un taux au-dessus du prix du marché mondial. Si les quotas étaient éliminés, beaucoup de pays en voie de développement se retrouveraient probablement en étant de perdants puisqu'ils ne pourraient plus vendre leurs produits à un taux au-dessus du prix du marché mondial. Dans une étude récente, trois économistes distingués, tous trois promoteurs des récents accords sur les marchés, ont conclu que la plupart des pays en voie de développement se retrouveraient en situation de perdant à cause de la libéralisation des marchés du textile et de l'agriculture qui faisait partie des accords du Uruguay Round 1994 qu'avaient créé l'OMC (voir « le modèle CGE et les Analyses des Options de Négociations Multilatérales et Régionales, » , de Drusilla Brown, Alan Dearnorff, et Robert Stern).

L'article de Blustein présente un rapport mitigé sur l'aide apportée aux pays en voie de développement. Il précise aussi comment dans certains cas, spécialement en ce qui concerne l'Afrique sub-saharienne, le niveau de vie a en fait baissé. Il est intéressant de noter que le déclin du niveau de vie dans cette région est un phénomène apparu ces vingt dernières années, époque durant laquelle de nombreux pays ont adopté le néo-libéralisme. La majorité des pays sub-sahariens ont connu une légère amélioration de leur niveau de vie durant les années soixante et soixante-dix.

Contact pour cet article. Pour s'abonner à Economics Reporting Review, envoyer un message électronique avec "subscribe ERR" en ligne sujet et son adresse email en corps de message à : cepr@cepr.net (lettre d'information en anglais uniquement)

Inde : Les grains de la colère

Par Meena Menon & Nityanand Jayaraman (CorpWatch India)
Traduction : coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles. (*)

" Nous nous engageons à respecter une transparence totale en mettant à la disposition du public toutes les données scientifiques et les informations publiées sur la sécurité et les propriétés du produit, ainsi qu'à ne travailler que dans le cadre des règlements scientifiques, comme l'exigent les agences gouvernementales compétentes du monde entier. " (Engagement de la société Monsanto.)

Essais sur le terrain des OGM en Inde

Le schéma est partout étrangement similaire. Des agriculteurs désespérés, des récoltes détruites, un marché en expansion constante promettant la richesse à ceux qui pourront fournir, enfin, une technologie miraculeuse qui permet de guérir tous les maux. Il y a moins d'un demi-siècle, la " révolution verte " était la panacée. Maintenant, c'est la " révolution génétique ". Mais qu'elle soit verte ou génétique, la révolution est toujours signée par les mêmes sociétés chimiques telles que Monsanto et Novartis.

Les efforts du géant Monsanto – à travers son associé indien Mahyco – en vue de faire approuver la commercialisation des semences du très contesté " coton Bt transgénique " en Inde font l'objet d'une violente opposition.

Le coton, qui est une plante très sensible, est une culture très répandue en Inde. Monsanto espère que la variété " transgénique " connue sous le nom de coton " Bollgard " pourrait s'emparer du marché. En effet, le coton Monsanto comporte un gène provenant d'une bactérie naturellement toxique, le " Bacillus thuringiensis ". Introduire ce gène dans la structure génétique du coton le rend résistant au " Boll Weevil ", un parasite bien connu du coton.

Les critiques envers la façon dont le gouvernement indien a effectué les vérifications sur le " coton Bt " font ressortir de sérieuses irrégularités et violations des règles de sécurité. Selon ces critiques, le processus manquerait de transparence et n'aurait fait l'objet d'aucun débat public. Par ailleurs, le gouvernement n'aurait ni la volonté politique, ni la capacité en termes de technique ou d'infrastructure pour contrôler ou réguler la délicate technologie en cause. Mais après quatre ans de controverses et de négociations secrètes, le gouvernement indien s'apprête à donner son accord à l'implantation du " coton Bt " de Monsanto en Inde.

Monsanto opère en Inde depuis 1949 et a une position de leader sur le marché de l'agrochimie. Il a trois filiales indiennes : Monsanto-India, Monsanto-Entreprises et Monsanto-Chemicals. Et récemment, en 1998, Monsanto a pris une participation de 26 % dans le capital de la compagnie indienne de semences Mahyco. (L'organigramme du groupe Monsanto peut être téléchargé depuis le site www.genewatch.org.)



attac

Un cycle mortel

Ironiquement, c'est le coton – déjà le héros publicitaire de la désastreuse " révolution verte " – dont on veut faire le héraut de l'ère génétique de l'agriculture indienne.

Plus de 50 % des pesticides pulvérisés sur l'Inde le sont sur les champs de coton, et cela a déjà eu des conséquences mortelles sur les cultures et les cultivateurs. Selon l'expert en politique alimentaire et commerciale Devinder Sharma, en poste à Delhi, plus de 10 000 agriculteurs producteurs de coton sont morts à la suite de l'introduction des pesticides de la quatrième génération, les " synthetic pyrethroids ", il y a moins de 20 ans.

Les agriculteurs sont prisonniers du cercle vicieux de l'endettement dû au coût élevé de la " révolution verte " qui les obligeait à utiliser pesticides, engrais, pompes pour l'irrigation et semences hybrides. Pour la plupart, le seul moyen d'échapper au piège de l'endettement était de s'empoisonner avec les pesticides que les prêts souscrits leur avaient permis d'acheter.

Cette année, les suicides ont continué avec l'échec des monocultures à grande échelle, qui a achevé les agriculteurs écrasés de dettes du Punjab au Nord au Karnataka dans le Sud. Obligé de trouver un remède rapide, le gouvernement indien a suivi le mouvement de la " biotech ". Le marché indien de la biotechnologie est estimé à 2,5 milliards de dollars.

À huis clos

En 1998, les premiers essais de coton Bt en pleine terre furent autorisés par le Review Committee on Genetic Manipulation (RCGM) du Département indien de biotechnologie.

D'après Afsar H. Jafri, coordinateur de programmes à la Research Foundation for Science, Technology and Ecology, il s'agissait là d'un procédé irrégulier. Le comité qui a autorisé l'importation des semences en 1995 avait seulement pouvoir d'accorder des autorisations pour des expériences génétiques limitées en laboratoire ou en serre. Les autorisations pour des essais en pleine terre à l'extérieur auraient dû être données par le Genetic Engineering Approval Committee.

La Research Foundation, qui est dirigée par le Dr Vandana Shiva, critique bien connu de la mondialisation, a porté la question devant la

Cour suprême, mettant en doute la légalité des essais dans les champs.

Avant même l'examen de cette question par la Cours suprême, l'autorisation d'effectuer des essais à grande échelle fut accordée en juillet 2000 par le Genetic Engineering Approval Committee (GEAC). Le Dr Manju Sharma, secrétaire du Département de biotechnologie, a déclaré que la décision avait été prise après avoir étudié les résultats des essais limités effectués en pleine terre (qui avaient, par ailleurs, été très discutés). D'après elle, ces résultats sont " totalement confidentiels " mais permettent " clairement de déduire que le Bt est sans danger ". À ce jour, aucune des données fournies par Monsanto n'a été publiée. L'accord pour le démarrage de la culture commerciale était imminent l'année dernière.

Le 18 juin 2001, suite à la pression publique, une discussion ouverte a été organisée par le GEAC. Cette réunion a été suivie par Greenpeace, des scientifiques et des agriculteurs. Toutes les questions sur les aspects scientifiques du coton Bt sont restées sans réponse et aucune information n'a été fournie sur les points soulevés par Greenpeace. Le GEAC a décidé une extension d'un an des essais en pleine terre du coton Bt avant qu'une décision ne soit prise. Dans un communiqué de presse, le comité a signalé que les semences avaient été faites en retard, dans certains cas de trois mois, avec pour résultat une utilisation plus réduite de pesticides faisant que l'évaluation de la récolte et des avantages agronomiques pourrait ne pas être significative.

Cette fois-ci, les essais auraient été menés sous le contrôle direct de l'Indian Council of Agricultural Research (ICAR). Le gouvernement serait paraît-il en possession de ces résultats. (Depuis que le rapport a été fourni, il semblerait que l'ICAR ait répondu positivement aux essais et que le gouvernement soit sur le point d'autoriser l'utilisation commerciale du coton Bt d'un moment à l'autre.)

Pour Monsanto, la balle est maintenant dans le camp du gouvernement. " Toutes les données des essais ont été systématiquement enregistrées par Mahyco comme requis et soumises aux autorités concernées ", a déclaré Ranjana Smetacek, directeur des affaires gouvernementales et publiques de Monsanto. La secrétaire du Département de biotechnologie, le Dr Sharma, a refusé de répondre aux questions de CorpWatch India, se bornant à faire la déclaration suivante : " Si vous parlez de ces



attac

administrations gouvernementales, j'imagine qu'elles sont liées par certaines règles et qu'elles les respectent. "

Les résultats du second cycle d'essais sur une grande échelle (100 hectares), n'ont pas encore vu le jour, mais la décision de commercialiser le coton Bt est un fait accompli. Toujours selon le Dr Sharma, les résultats de ce dernier cycle d'essais sur le coton Bt, décidés en juin dernier, seraient satisfaisants, ainsi qu'elle l'a déclaré à Bangalore au journal " Indian Express ", et il dépendrait maintenant du GEAC et du ministère de l'Environnement et des Forêts de décider de la date de commercialisation.

Un coup de pouce

Peu après que des groupes de défense de l'intérêt public aient mis en cause devant la Cour suprême la hâte apportée par le gouvernement à accélérer l'approbation du coton Bt, la controverse sur le coton a pris un tour fort intéressant. En janvier 2001, une délégation américaine de dix membres, comprenant des juges et des scientifiques, a rencontré le président de la Cour suprême, A.S. Anand, à New Delhi. Selon un reportage du quotidien " The Hindu ", l'objet de cette réunion avec le président était de faire pression sur lui et sur la magistrature en faveur de la biotechnologie. La délégation avait été organisée par l'Institut Einstein pour la Science, une organisation à but non lucratif située aux USA. Dans sa réponse à " The Hindu ", le directeur de cet institut et de la délégation, le Dr Franklin Zweig, affirme que cette réunion de deux heures n'avait en aucune façon pour objectif d'influencer les juges. Il s'agissait juste de les " former " au principe fondamental de l'information publique en direction des cours de justices et du système judiciaire en général. La délégation a organisé des ateliers d'information pour les juges de la Cour suprême et les hautes cours de justice sur la transgénie et les mesures de sécurité en matière de recherche biotechnologique.

Extrait de " The Hindu ", 5 janvier 2001, New Delhi :

" Qui sait ce qui est bon pour les agriculteurs ? "

Le gouvernement, à ce qu'il semble, s'est déjà fait une idée à ce sujet depuis longtemps. Il a pratiquement ignoré les vigoureuses campagnes anti-OGM.

En novembre 1998, les agriculteurs du Karnataka ont complètement brûlé un champs

où du coton Bt avait été essayé clandestinement par Monsanto-Mahyco. Cette action directe, qui a inauguré la campagne " Opération Brûle Monsanto ", a bénéficié de la collaboration totale du propriétaire du champ, l'agriculteur Basanna Hunsole. Hunsole a déclaré que Monsanto lui avait seulement affirmé que ces semences devaient lui donner de bons résultats, sans lui dire qu'elles avaient été génétiquement modifiées. Il a ajouté que le coton Bt avait eu des rendements misérables comparé aux variétés traditionnelles plantées par lui dans les parcelles voisines.

Cette année, le cycle des suicides a continué alors que quantité de mauvaises récoltes venaient achever les planteurs de coton déjà surendettés.

Vijay Jhawandia, de l'organisation des agriculteurs du Maharashtra, Shektari Sanghanata, vient confirmer ce phénomène. Les visites qu'il a faites à Wardha, en Inde centrale, lui ont laissé l'impression que les rendements et la résistance aux parasites du coton Bt sont énormément surévalués. " Je pense que le coton Bt a échoué au Maharashtra et qu'une discussion à ce sujet doit avoir lieu, a-t-il déclaré. Les scientifiques devraient répondre à la question de savoir pourquoi le coton Bt échoue là où d'autres variétés réussissent. "

Alors même que les discussions font rage, le gouvernement est de plus en plus critiqué pour son incapacité, ou son manque de volonté (selon certains), à contrôler et réguler l'importation et la dissémination des OGM. Cette inquiétude devient de plus en plus sérieuse en raison de l'augmentation des preuves des effets irréversibles de la pollution biogénétique sur les cultures traditionnelles ou sur les variétés naturelles du coton.

Gene Campaign, une organisation basée à Delhi, a initié une action judiciaire devant la Haute Cour de Delhi, accusant le gouvernement de négligence pour avoir autorisé les semences de coton Bt sur une grande échelle. La plainte, qui a été reçue par la Cour, exige que les OGM ne soient autorisés qu'après l'établissement de règles rigoureuses et une évaluation par une agence indépendante (et non par la GEAC, contrôlée par le gouvernement).

En dépit de son incapacité reconnue, le gouvernement a promis d'autoriser vingt récoltes génétiquement modifiées cette année.



attac

Contact pour cet article. CorpWatch India – Po Box 29344 – San Francisco, CA 94129 USA Tel 415-561-642 ; Fax : 415-561-6493- Site : <http://www.corpwatchindia.org> E-mail : India@corpwatch.org India est un projet de CorpWatch : " Responsabiliser les compagnies localement et globalement ".

Mobilisation européenne contre la précarité globale

Par Luciano Muhlbauer (Secrétaire National S. in. COBAS. Membre du Conseil national d'ATTAC Italia)

Traduction : Arlette Aguiton et Michèle Fantoli. coordintrad@attac.org traducteurs bénévoles. (*)

Contributions à la discussion traitant du mouvement après Barcelone et Rome

La mobilisation contre l'Europe du capital et de la guerre qui a eu lieu à Barcelone le 16 mars et la manifestation de Rome le 26 mars, malgré leur évidente diversité, soulèvent une série de questions communes concernant le parcours, la visibilité et les contenus de l'initiative du « mouvement des mouvements ».

Avant toute chose leur ampleur et leur force. A Barcelone, au moins 300 mille personnes ont envahi la ville, personnes qui provenaient en grande partie de la Catalogne même, tandis qu'à Rome il y avait peut-être deux millions de manifestants. Dans les deux cas nous avons des chiffres qui indiquent une tendance à l'extension et à l'élargissement de la résistance antilibérale, qui confirment le fait que le cycle de luttes sociales amorcé à Seattle, à Porto Alègre et à Gênes est loin de se clore et fait plutôt entrevoir les symptômes d'une inversion potentielle de la tendance générale.

Sur le plan des contenus et des catégories sociales représentées, les deux mobilisations apparaissent comme des moments et des lieux de croisement et de jonction entre les conditions traditionnelles dans lesquelles s'effectue le travail salarié et les nouvelles conditions qui ont émergées ; autrement dit entre l'ancien et le nouveau mouvement ouvrier. A Rome, les 200 mille et plus qui formaient le cortège du mouvement des forums sociaux en étaient la preuve vivante, tout comme l'étaient à Barcelone les innombrables slogans contre la précarisation. La conscience semble donc se faire jour qu'il faut repartir de la condition sociale qui apparaît comme typique de la modernité capitaliste, à savoir la précarité du

travail, du revenu, de la vie : en un mot de l'avenir.

Le troisième élément à souligner est l'impétueuse et salutaire irruption d'un mouvement transnational européen. Reviennent à la mémoire les premières euromanifestations d'Amsterdam, Vilvorde et Cologne. A Nice, il y a un peu plus d'un an, les mouvements sociaux avaient jeté sur le pavé 10 mille personnes contre l'Europe libérale, à Bruxelles/Laeken il y a quatre mois, environ 40 mille et on a aujourd'hui cette manifestation extraordinaire de Barcelone. Une réalité torrentueuse, où s'imposent en même temps la nécessité et la possibilité de construire à la dimension européenne la lutte sociale et politique. Un excellent augure pour le forum social européen de novembre et une occasion à saisir à pleines mains.

Nous sommes face à un mouvement international qui confirme sa capacité d'expansion dans le cadre d'un dégel social plus général, ainsi qu'à l'émergence d'un dialogue entre l'ancien et le nouveau mouvement ouvrier et à la possibilité concrète d'un élargissement de la lutte à toute l'Europe. C'est pourquoi nous considérerions comme une erreur de réagir aux signes de reprise de l'initiative de la gauche libérale – politique ou syndicale – par un recul ou une limitation de nos positions : nous pensons au contraire qu'il est nécessaire de poursuivre notre route sans être à la remorque de personne, et de souligner les éléments de rupture véritable avec la crise historique que traverse la gauche modérée par une critique radicale à la logique de la globalisation néolibérale et de la guerre permanente.

Dans l'immédiat, cela signifie qu'une application à tous les niveaux de la grève générale du 16 avril devient fondamentale. À cette occasion le mouvement devra avoir ses mots d'ordre, qui mettront en valeur les revendications particulières et les modalités de lutte, du consommateur à l'étudiant, du citoyen au paysan, afin de bloquer toute activité, y compris là où les formes traditionnelles de la lutte syndicale ne sauraient arriver et où le désert juridique exige une intervention extérieure. Le mouvement devra contribuer à l'unification des revendications en mettant au centre de sa propre mobilisation la question de l'extension des droits, égaux pour tous et pour toutes, natifs ou migrants, celle de la lutte contre la précarité comprise dans sa dimension globale et celle d'un revenu social pour les chômeurs et les précaires. Sans parler évidemment de la lutte



attac

contre la guerre et pour la non-application de la loi raciste Bossi-Fini.

De même, on ne saurait négliger l'avènement réel et définitif de l'espace européen comme lieu immédiat de la construction de réseaux de mouvements sociaux, d'actions et de parcours en commun. En ce qui concerne la mobilisation européenne de Séville au mois de juin, le mouvement italien devra prendre garde à ne pas en sous-estimer la portée, comme à Barcelone,

afin de saisir cette occasion de pratiquer la dimension européenne et de faire un pas en avant vers un forum social européen qui parvienne à définir les signes distinctifs de l'autre Europe possible.

Milan, le 28 mars 2002
Contact pour cet article. Rédaction du Granello di Sabbia redazione@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/indexfr> puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Mardi 23

FRANCE: Bouguenais – Macon – Angers – Paris 11 – Angouleme – Thonon - Asnieres
SVERIGE : Stockholm

Mercredi 24

AUSTRIA : Wien - Pfarrhof
BELGIQUE BELGIE : Tamines
DANMARK : Svendborg
ESPANA : Barcelona - Madrid
FRANCE: Ferte sous Jouarre – Paris 11 – Beziere – Sete – Laval – Lille – Rochefort – Sophia Antipolis – Angers
HELLAS : Athen
SVERIGE : Sjuharad

Jeudi 25

AUSTRIA : Linz – Salzburg – Wiener Neustadt
BELGIQUE BELGIE : Namur
ESPANA : Barcelona
FINLAND : Helsinki
FRANCE: Paris 14 – Foix – Soyaux – Sainte Tulle – St Jean d'Angely - Nice
SVERIGE : Sodertorn

Vendredi 26

AUSTRIA : Linz - Wien
BELGIQUE BELGIE : Université Libre de Bruxelles – Liège - Bruxelles
ESPANA : Barcelona
FRANCE: Angers – Grenoble – Belle Isle en Terre - Lille

(*) coordinat@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.